



ORGANISATION DES PEUPLES AFRICAINS □ BURKINA FASO (O.P.A.-BF)

Manifeste

**MANIFESTE DE L'ORGANISATION DES PEUPLES AFRICAINS
BURKINA FASO**

Il existe des périodes dans l'histoire où les peuples, prenant conscience de la nécessité de sortir du statu quo, prennent en main leur destin par des choix décisifs assumés. Le monde, à l'heure actuelle, porte les marques de grands bouleversements d'ordres philosophique, économique, scientifique etc. L'Afrique, et notre pays n'en sont pas épargnés. Pour nous Patriotes burkinabè, notre pays est à la croisée des chemins et cela nous met face à de nouveaux défis.

Pour nous donner une identité, une ligne, un but, un mode opératoire, nous avons procédé à l'analyse de la situation dans le monde en général et dans notre pays en particulier.

I- Le contexte général

Situation dans le monde : le monde en mode globalisation

Après plus d'un demi-siècle de tentatives d'édification du socialisme, le capitalisme demeure le système dominant, affirmant, malgré les pronostics, une vitalité accrue et des potentialités d'accroissements et de perfectionnement des forces productives jamais égalées.

Paradoxalement c'est dans les pays engagés dans la voie d'édification socialiste que le développement des forces productives se trouve bloqué ; la conséquence en est que les conditions d'existence de la classe ouvrière et du reste du peuple, au lieu de s'améliorer, se détériorent chaque jour davantage.

La traditionnelle division du monde en deux camps ne se pose plus dans les mêmes termes. Ces deux camps ne sont plus celui du capitalisme et celui du socialisme mais celui des États créditeurs (États rentiers et usuriers, placeurs de capitaux) et celui des États débiteurs (endettés jusqu'au cou).

Le « mur de Berlin » n'est plus entre l'Ouest et l'Est, mais entre le Nord et le Sud.

L'opposition entre ces deux blocs n'est pas idéologique mais économique, car étant tous globalisés dans un seul système. Le Nord, c'est là où les richesses du monde sont drainées et accumulées, créant une situation d'abondance, alors qu'au Sud, c'est le règne de la pauvreté et de la misère. La richesse des uns s'est bâtie sur la misère des autres qui, aujourd'hui comme hier, revendiquent plus d'équité, plus de justice et plus de solidarité dans la jouissance des richesses de la planète.

C'est au sein de ce système inégalitaire que tout est mis en œuvre pour juguler les risques d'affrontements consubstantiels au système de domination et d'exploitation capitaliste.

Mais en réalité et pour dire vrai, le monde a cessé de se diviser en deux camps pour n'être plus qu'un, sous l'hégémonie sans partage des seuls États-Unis d'Amérique.

Au sein des pays capitalistes, des mutations et des adaptations ont été opérées pour échapper à la catastrophe à laquelle le système était prédestiné. Ces changements amorcés au début de notre siècle, se sont inspirés des analyses critiques de MARX, qui a su établir avec clarté et précision, que les choses évoluant en l'état, l'on assisterait nécessairement à la faillite certaine du capitalisme et à son remplacement par le socialisme.

C'est pourquoi, aujourd'hui, dans les pays où il a pris naissance, le capitalisme n'est plus ce qu'il était dans sa période ascendante: jeune, vigoureux, tout aussi barbare qu'insouciant, immoral et d'une cupidité insatiable.

Le capitalisme aujourd'hui, à l'intérieur des frontières des vieux pays, s'est reformé et s'est guéri de ses vices de jeunesse en tempérant ses ardeurs égoïstes par la prise en compte du sort des millions de travailleurs rejetés dans le chômage, la pauvreté et la misère.

Des mutations profondes ont été opérées et sont en train de s'opérer au sein même de l'entreprise qui constitue la clé de voûte de la solidité du système, en même temps qu'une révolution technologique est en cours.

Cette révolution technologique, consacrée par l'invention d'outils révolutionnaires (ordinateur, satellite, robot, Internet, etc.) a des conséquences incalculables. Elle a d'ores et déjà modifié la composition organique du capital au sein de l'entreprise, unité de production par excellence, dans le même temps qu'elle modifie sa composition sociale. Le traditionnel couple capitalistes / salariés sur lequel reposait tout le processus de la production capitaliste, s'est modifié (ou est en train de l'être) en cédant le pas à un nouveau couple Employeur/employé.

Le sens d'une telle modification réside en ceci que c'est désormais l'employeur qui s'est substitué à la classe des capitalistes et qui peut, en cas de besoin, acheter l'expertise de l'employé pour organiser la production ; il s'en suit un rapprochement entre les deux, d'où la tendance à aller vers une forme de cogestion dans l'entreprise moderne.

Par conséquent, la classe ouvrière n'est plus ce prolétariat qui n'a rien à perdre sauf ses chaînes. Elle s'est embourgeoisée petitement. Elle est devenue (ou peut devenir, pourvu qu'elle y aspire) un possédant que le système tend à associer à la participation au capital, en lui cédant des parts d'actions.

Les ouvriers, dans les pays hautement industrialisés, se déprolétarisent chaque jour davantage, au point de vue de leur situation économique, sociale et politique. Leur conscience de classe n'est plus éveillée à l'idée de la confrontation violente avec les classes exploiteuses. Ils sont favorables à la conciliation des classes et de leurs intérêts respectifs.

La classe ouvrière et la nouvelle bourgeoisie sont le vecteur du bloc historique en train de se constituer et qui établira son hégémonie sur la société moderne.

Aujourd'hui, le capitalisme règne triomphalement sur le monde, depuis la désagrégation du monde socialiste. Et tout est mis en œuvre pour contenir la résistance des peuples opprimés. C'est cela qui est nouveau et qui donne un caractère nouveau à la « mondialisation » ou « globalisation » qui est l'euphémisme trouvé dans cette langue plastique, pour désigner les nouvelles formes de domination de l'impérialisme. C'est une vieille antienne sur une mélodie nouvelle.

Constatant, au début du siècle passé, cette tendance à la mondialisation, un économiste social-libéral, avait prédit que loin de faire avancer la civilisation universelle, la domination de l'impérialisme pourrait signifier (et elle le signifie aujourd'hui) un immense danger de parasitisme occidental aboutissant à constituer un groupe à part de nations industrielles avancées, dont les classes supérieures recevraient un énorme tribut de l'Asie et de l'Afrique et entretiendraient, à l'aide de ce tribut, de grandes masses domestiquées d'employés et de serviteurs, non plus

occupés à produire en grandes quantités des produits agricoles et industriels, mais rendant des services privés ou accomplissant, sous le contrôle de la nouvelle aristocratie financière, des travaux industriels de second ordre.⁽¹⁾

L'Europe se déchargera ainsi, poursuivait-il, du travail manuel (travail de la terre et des mines et les travaux industriels les plus grossiers et les plus polluants), « sur les hommes de couleurs », et s'en tiendra, en ce qui la concerne, au rôle de rentier.

Déjà à l'époque (1910), l'on projetait la formation des « États-Unis d'Europe occidentale » (sans la Russie) en vue d'actions communes « contre les Noirs d'Afrique, contre le « grand mouvement islamique », pour l'entretien « d'une armée et d'une flotte puissantes » contre la coalition sino-japonaise », etc.

Dès ce moment donc, le péril jaune était stigmatisé. Aujourd'hui, c'est le péril islamique qui est à l'ordre du jour. Mais parlera-t-on un jour du « péril noir », à l'endroit d'un peuple qui ne suscite aucun effroi, faisant de la soumission son lot quotidien ?

Depuis la fin de la guerre froide, notre monde est caractérisé par l'établissement d'alliances pacifiques entre les puissances impérialistes. L'ennemi du « monde libre » n'est plus le communisme, mais l'islamisme. Aujourd'hui, il y a une union pacifique une connivence de toutes les puissances pour pacifier le monde musulman sous le couvert de la lutte contre le terrorisme. Demain, qui sera l'ennemi international ? La Corée, la Chine, ou l'Afrique ?

Tout cela, pour dire que tout ce qui se déroule sous nos yeux, est le résultat d'une planification soigneusement établie de l'évolution du monde, laquelle n'est pas sans répercussion sur nos petits États.

Situation nationale : en mode laisse guidon

L'histoire politique récente de notre pays reste marquée par les événements de fin octobre 2014, la parenthèse de la Transition et les deux premières années de pouvoir du Mouvement du Peuple pour le Progrès (MPP). Les opinions diverses, les mouvements sociaux, nos nouvelles joies et peines décrivent à suffisance notre actualité nationale.

En ce qui concerne l'insurrection, nous reprendrons simplement les propos de Valère SOME : « ce soulèvement populaire a été manqué et les buts confisqués. C'est une révolution manquée ».

La Transition, elle, a produit des résultats mitigés, pour ne pas dire plus.

Le pouvoir MPP, à bien d'égards, rappelle celui qui prit fin le 31 octobre 2014. La rupture, invoquée, proclamée, attendue, ne se produit pas. Si l'on n'y prend garde, une autre lecture de l'insurrection s'imposera.

Au plan politique :

La situation politique actuelle est une conséquence.

Elle est la conséquence d'une gouvernance équilibrée, considérée comme la recette pour une longévité au pouvoir, qui avait conduit, progressivement, les gouvernants à oublier leur devoir de redevabilité et de plus en plus de citoyens à des comportements répréhensibles, attentatoires aux contrats sociaux. Ce climat a prévalu jusqu'au

(1) - HOBSON cité par LÉNINE dans L'impérialisme stade suprême du capitalisme. O.C., T.22, p.302

soulèvement de fin octobre 2014 dont il a été le levain. Le pouvoir actuel n'a pas su faire de l'après insurrection un point de départ. Le dispositif pseudo-démocratique est intact. Le MPP, bouture détachée du CDP, non pour cause de divergence idéologique mais pour privilèges perdus, tête de proue de l'APMP gouvernante, ne peut mieux faire que son arbre d'origine. L'Opposition politique, comme depuis la période du Front Populaire, subit de douloureux remodelages dans les forges des régents.

Cadre institutionnel et acteurs n'ayant pas changé, l'on continue de ruser avec les citoyens. La démocratie libérale - car c'est ce qui est pratiqué au Burkina - est en principe une démocratie représentative dans laquelle la capacité des élus à exercer un pouvoir de décision est soumise à la règle de droit, et est généralement encadrée par une Constitution qui met l'accent sur la protection des droits et libertés individuelle et collectives, fixant ainsi un cadre contraignant aux dirigeants. Ce principe est facilement contournable lorsque les dirigeants ou ceux qui prétendent le devenir ont en face d'eux un peuple insuffisamment instruit et fortement démuné. L'on se retrouve alors dans une situation de professionnalisation politique, aggravée par le fait qu'une nouvelle classe de bourgeois, qui s'est élevée de plus ou moins fraîche date au-dessus de la masse des prolétaires, n'a aucune envie d'y retomber, quitte à paraître d'en faire toujours partie. Cela justifie toutes les pirouettes que l'on peut observer, lorsqu'il s'agit de renier ses engagements (idéologiques et politiques) d'hier, pour se procurer ou sauvegarder une promotion sociale. Bien de leaders de partis politiques, dans notre pays, nous en donnent l'affligeant spectacle.

Au total, le dilettantisme, la compromission, l'absence de dialogue sincère, les coups-bas portés à l'Opposition, la frilosité sont les marques les plus visibles de la gouvernance politique actuelle.

Au plan économique :

Une politique de soumission et d'endettement ne saurait créer les conditions matérielles du développement, et le discours pseudo social-démocrate n'y peut rien. Malgré les trompettes des chantres du Plan National de Développement Economique et Social (à l'ordre du jour après le PAS, le CSLP et la SCADD), les observateurs savent que les multiples projets qui sont en cours d'exécution sous les projecteurs des caméras, sont des acquis du régime précédent. L'assainissement des finances publiques et le redressement de la situation économique, qui remettront le pays en position de marche, restent un objectif à atteindre. Du point de vue des performances, l'on note une prolifération du petit commerce, qui peine à nourrir la pléthore de jeunes qui y sont engagés, souvent à leur corps défendant. Cette masse de jeunes ruraux émigrés dans les grandes villes, se soustrait à l'activité agricole pourtant transition vers le développement industriel. Quelques grosses pointures arrivent à arracher quelques marchés publics, et parfois avec une certaine audace dans l'un ou l'autre pays voisin. Les ressources du sous-sol sont sous contrôle extérieur, le coton a du mal à s'imposer sur le marché mondial. C'est la morosité.

Au plan social :

On assiste à des mutations : l'incivisme est en inflation, les ambitions plus affichées, les repères d'autant de plus en plus rares, un dialogue social mis à mal, les enfants et jeunes, qui constituent la majorité de la population, sont négativement influencés par les TIC. Il y a lieu de s'inquiéter de ce que certains esprits espiègles tentent d'introduire des germes de division à travers la suggestion de replis et revendications identitaires. Le respect

d'autrui a disparu. Certains leaders d'opinion jouent à l'inquisition ou aux prophètes. Des journalistes choisissent leur camp. La chefferie coutumière ne se met pas en retrait de la politique.

L'ultime rempart contre le délitement et les risques de crises, c'est la tradition de cohabitation harmonieuse des croyances et cultures au Burkina, dont il faut se féliciter et qu'il faut s'employer à la préserver.

En matière de santé, la demande des populations reste largement insatisfaite, malgré les discours et les mesures populistes. Pire, la commission d'enquête parlementaire, mise en place le 07 mars 2017 révèle, dans son rapport, des insuffisances et irrégularités criardes au niveau des infrastructures, des équipements et de la logistique, des ressources humaines, de la formation et la recherche dans le domaine de la santé, de la gestion des déchets biomédicaux, des structures privées de soins, de la politique pharmaceutique, de la mesure de gratuité des soins de santé et de la promotion de la santé.

Le secteur de l'éducation est secoué par la grogne récurrente de ses acteurs, et pour cause : « La plupart des écoles, qui datent du début des indépendances et de la période révolutionnaire, sont restées sans réfection jusqu'à nos jours, à cause du manque ou de l'insuffisance des lignes budgétaires destinées aux réfections. On déplore également la dégradation de nouvelles infrastructures, peu après leur réception provisoire ou définitive. En dépit du transfert des compétences aux collectivités, l'Etat central continue de réaliser des infrastructures scolaires dans les communes, parfois à l'insu des maires, sans un suivi de proximité. »

La question de la sécurité est à appréhender à deux niveaux. Celle foncière n'est pas garantie. Devant la clameur populaire sur les deals des maires dans les opérations de lotissements, une enquête parlementaire sur le foncier urbain pour la période allant de 1995 à 2015 a mis à nu les différentes dérives et l'implication de certaines autorités. Les sessions d'apurement, pompeusement annoncées, ont produit des rapports qui dorment dans les tiroirs. Qu'a-t-on fait des 105 408 parcelles illégalement attribuées durant la période concernée, de la décision de retrait des terrains illégalement occupés et de remboursement à l'Etat par les sociétés immobilières concernées des sommes perçues. En plus, l'on ne voit pas une capacité de projection des autorités en charge de la question. La politique de lotissement, qui consiste à créer de nouvelles zones d'habitation en attribuant une parcelle à chaque individu, est une mauvaise pratique: non seulement elle confisque les terres qui servent à nourrir la population, mais encore elle crée des conflits entre populations. De plus, elle induit des aménagements nouveaux.

En ce qui concerne la sécurité physique des citoyens, les attaques terroristes, qui nous contraignent à un décompte lugubre des victimes, créent la psychose au sein des populations, singulièrement au sein de celles du sahel burkinabè, installent le doute quant à l'opérationnalité de la coordination de la lutte, et mettront à mal l'économie nationale à terme du fait de l'effort de guerre à consentir par le budget national et de la chute des rentrées de devises dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie. L'on promettait de réformer l'armée pour qu'elle soit apolitique et contribue au développement du Burkina. La concrétisation de cette promesse se fait attendre. La réponse à la question préoccupante de la sécurité a été le forum du 24 au 26 octobre 2017. Cette foire, qui a coûté autour de 155 millions de FCFA, a accouché de 07 recommandations ! Pendant ce temps, les armes dont ont besoin nos braves FDS pour mettre en déroute les terroristes dorment dans des magasins (comme l'a souligné un adjudant-chef de notre armée lors du sit-in des militaires et gendarmes retraités le 24 janvier 2017), de peur que sorties, elles ne se retournent contre le pouvoir en place.

En matière d'énergie, constatons seulement que le taux de couverture en électricité demeure de nos jours à 19%. », selon le premier responsable en charge de la question.

Que dire de la Justice ? Une méfiance, doublée de peur, existe entre les citoyens et la justice burkinabè. De nombreuses voix dénoncent l'absence de justice, des privations de libertés, une politique du deux poids deux mesures. La stratégie du dilatoire développée face à certains dossiers a provoqué l'impatience des populations qui ont commencé à manifester à certaines occasions.

Parlant d'emploi, les promesses faites aux jeunes et aux femmes trouvent une timide concrétisation à travers quelques programmes et projets parfois soupçonnés d'octroi discriminatoire.

Quant aux denrées de première nécessité, leur accès ne semble pas être une réalité, la majorité des prix n'ayant pas baissé.

Assurément, si cette situation n'est pas chaotique, elle est préoccupante.

Alors, que faire?

Cette situation appelle à des attitudes nouvelles de pensée et d'action.

En effet, nous traversons une période de crise de la pensée, de crise de la foi et nombreux sont ceux, surtout au sein de notre jeunesse, qui cherchent des repères pour fonder une espérance nouvelle pour l'avenir. Cette jeunesse est une proie facile pour tous les marchands d'illusions et de rêveries populistes.

Depuis l'échec des expériences socialistes dans l'ex-URSS et en Europe de l'Est, les résistances aux régimes en place s'exténuent dans une opposition stérile, parce que se trouvant dans l'impuissance de formuler des alternatives capables non seulement d'enthousiasmer une jeunesse avide de liberté et d'un monde de justice, mais aussi de formuler des solutions aux problèmes fondamentaux des peuples confrontés à la misère et son cortège de malheurs.

La « fin des idéologies » semble avoir tari les sujets des débats au niveau de l'intelligentsia et surtout au sein de la classe politique.

Avec l'avènement des démocraties à l'occidentale, sous la forme d'une sommation du maître à ses élèves, on pensait avoir trouvé la voie du développement. On pensait que tous les malheurs du continent provenaient de l'absence du modèle politique de l'Occident qui seul permettrait un développement durable. Or, depuis que ces démocraties sont en cours en Afrique, les peuples ont déchanté. Cette démocratie comporte de nombreux pièges: elle est non seulement inadaptée aux réalités africaines, mais encore elle est inapte à impulser le développement économique dont elle se veut l'expression politique.

Cette situation n'est pas propre à notre pays seulement. Elle caractérise la majorité des pays africains.

Il se pose donc aux démocrates de nos différents pays africains, épris de justice, de paix et de progrès, la question de la redéfinition de stratégies et de tactiques nouvelles de lutte pour conduire le processus d'émancipation de nos peuples.

La jeunesse africaine se trouve désemparée, sans perspective, en proie à un pessimisme qui prend des allures de capitulation ou de déviances. Elle se pose la question « que faire ? ».

Que faire dans ces conditions, si toute tentative des peuples africains pour un réel développement se heurte à la volonté contraire des puissances occidentales ? Et dans une situation où le rapport de forces n'est pas à l'avantage des peuples en lutte, comment imaginer une issue victorieuse dans le bras de fer qui nous met aux prises avec l'Occident ?

Que faire donc, puisque nous sommes contraints de subir sans broncher la « démocratie » ? Puisque, en dépit de l'affirmation du droit fondamental des peuples à choisir librement leur forme de gouvernement, on nous intime, d'adopter comme principe, non seulement la seule forme d'exercice du pouvoir qui réponde aux normes de l'Occident, mais aussi l'unique voie pour y parvenir: la voie des urnes ?

Dans un contexte où toutes les puissances internationales, les puissances d'argent se sont liguées contre toute insurrection des peuples, est-il possible, dans un pays quelconque d'Afrique, qu'une révolution puisse être triomphante ?

Que faire donc, si on n'a plus raison de se révolter ?

Sans aide, sans soutien international, toute révolution menée dans le cadre des petits Etats est, soit impossible, soit étouffée dans l'œuf. Cette vérité est évidente aujourd'hui encore plus qu'hier.

Alors que faire ?

Il ne suffit pas que des révolutionnaires triomphent par la simple conquête du pouvoir. Car, il est plus facile de conquérir que de régir.

Face à ce constat qui assombrit notre horizon, certains en arrivent à se rallier à l'idée fataliste de la malédiction, en voyant l'Afrique condamnée à ne jamais pouvoir se sortir de la dépendance pour œuvrer en toute liberté à son développement.

Nous patriotes, déclarons qu'il y'a tout de même un espoir. Cet espoir passe par Révolution Panafricaine, car celle-ci s'impose à nous.

II - La Révolution Panafricaine s'impose à nous

La décennie 1980-1989 a été placée sous le signe du « Nouveau » avec, à la clé, la crise annoncée par les visionnaires, et son cortège de misère sur fond d'ajustement structurel et de mise sous la tutelle du FMI et de la Banque mondiale.

La décennie 1990-1999 quant à elle a été dominée par une revendication de « changement » avec, au bout du compte, l'enlisement.

Aujourd'hui nous faisons le constat que le « Nouveau » a échoué ; le « Changement » s'est embourbé ; la nécessité de la « Révolution » devient plus évidente, même aux yeux de ceux qui n'y pensaient pas. Le « Nouveau » a échoué et le « Changement » s'enlise parce qu'ils ne se sont pas attaqués aux vrais problèmes, mais à des arbres qui cachent la forêt. Ils n'ont pas su placer leur combat, (si combat ils ont mené) dans sa perspective historique et dans son contexte mondial. Aujourd'hui plus que jamais, la « Révolution » s'impose parce que des imposteurs ont confisqué le pouvoir dont ils se servent pour conduire la société vers son autodestruction, étant donné la décadence continue dans laquelle nous sommes installés. Sans la « Révolution », nous sommes menacés dans notre survie même. Car les défis du XXIe siècle sont sans précédent: la mondialisation ne laissera aucune chance aux pays décadents ou lilliputiens. Le XXIe siècle sera dominé par les grands ensembles bien gouvernés: USA, Union européenne, Chine, Japon, Inde, etc. Le « Nouveau » a échoué parce que ses acteurs sont des garants du néocolonialisme ; or, la crise est celle du système néocolonial. Le « Nouveau » est donc, dès son essence, une entreprise de mystification, de la poudre aux yeux, qui élude les vrais problèmes pour mieux nous enfoncer dans le néocolonialisme.

Le « Changement » s'enlise parce que ses protagonistes ont au moins mal évalué la situation. Ils ont cru que le changement était une petite affaire! Mais surtout, ils n'ont pas compris que le mal venait du néocolonialisme dont la plupart d'entre eux étaient des serviteurs de longue date.

Face à ces insatisfactions posons-nous les questions suivantes :

Y avait-il des agents du « Changement » au Faso? Quel était leur projet ? Qui sont-ils? Ces anciens militants du CDP qui disent être aujourd'hui la solution ou ces alliances contre nature peuvent-elles aboutir au changement ?

En tout état de cause, nous disons non ! Non à leur boulimie insophagique.

Aussi, nous Patriotes burkinabè disons que le mot changement n'est pas assez fort pour traduire l'ampleur des bouleversements nécessaires au Burkina Faso et à l'Afrique.

C'est bel et bien de Révolution dont le Burkina Faso et l'Afrique ont besoin, pour abolir le néocolonialisme; telle est notre option idéologique et telle est la raison de la création de l'Organisation des Peuples Africains-Burkina Faso (OPA-BF)

III- Notre option idéologique : le néopanafricanisme révolutionnaire

Rappelons que le système qu'il faut abolir est le néocolonialisme, qui a succédé au colonialisme. C'est le panafricanisme qui a ébranlé le colonialisme. C'est le néopanafricanisme qui viendra à bout du néocolonialisme et de ses valets locaux. Nous partageons donc la vision de l'UPA, parti panafricain du Cameroun, et celle de toute organisation panafricaniste, dans leur option idéologique.

L'OPA-BF, Parti de l'avant-garde panafricaniste, propose justement un projet Révolutionnaire fondé sur le néopanafricanisme, avec pour objectif, la création des États-Unis d'Afrique dont le Burkina ne sera que l'un des États fédérés.

Après la traite négrière, l'esclavage, la colonisation et la « néocolonisation », l'Afrique doit entrer dans une ère nouvelle, l'ère de sa majorité politique. Il s'agit du combat pour la deuxième indépendance de l'Afrique, la première indépendance ayant été confisquée par les suppôts locaux du néocolonialisme, au détriment des populations africaines. L'OPA-BF se donnera pour mission d'apporter sa contribution à l'avènement de cette ère nouvelle.

La révolution prônée par l'OPA-BF se veut panafricaniste. Le projet de société de l'OPA est révolutionnaire en ce qu'il propose d'abolir les institutions burkinabè et africaines actuelles afin de mettre en place de nouvelles institutions différentes tant dans leur constitution que dans leur mode de fonctionnement ; il s'agit de faire table rase du passé néocolonial et de mettre en place un nouveau système, un système meilleur, au Burkina et en Afrique. Tandis que le système néocolonial actuel est bloqué, le nouveau système sera très performant à l'instar de celui du Rwanda.

Notre révolution se propose de bâtir une société de progrès et de justice sociale fondée sur les valeurs d'intégrité, de solidarité, de la culture africaine. Elle ne s'enferme dans aucune conception dogmatique, car aucune société ne peut assurer son progrès social sur le fondement de théories conçues par les autres et transplantées sans aucune adaptation. Ces théories seront considérées comme des outils à partir desquels nous construirons notre modèle.

Notre Révolution ne s'attaque pas à un Parti, fût-il au pouvoir, encore moins à un Président, mais à un système, dont ils ne sont que des outils au Burkina. Ils ne sont que la partie visible de l'iceberg. Ils ne sont que l'arbre de la médiocratie corrompue qui cache la forêt néocoloniale de la domination du Faso et de l'Afrique. Pour se convaincre de ce que la crise est celle du système néocolonial, il n'y a qu'à voir comment la quasi-totalité des États africains gouvernés de la même manière que le Burkina Faso depuis les années 1960 connaît le même type de blocage politique, le pouvoir devenant un objet de convoitises entre les ethnies, les religions, les groupes d'intérêt, sans que le problème de fond, qui est celui du développement, ne soit une préoccupation réelle pour les camps en conflit !

Le tribalisme, stade suprême du néocolonialisme, doit céder la place au néopanafricanisme, c'est-à-dire au « panafricanisme rénové, rationalisé », au panafricanisme qui renaît de ses propres cendres comme le phénix (d'où le phénix, comme symbole de notre parti).

IV- Notre option tactique et stratégique

La Révolution panafricaniste que nous prônons est à deux étapes.

1° L'étape interne de la lutte

A la première étape, c'est-à-dire dans les États africains dont le Burkina, la Révolution passera par les phases suivantes:

- La première phase est celle de la naissance de partis révolutionnaires panafricains dans les différents États de l'Afrique;
- A la deuxième phase qui sera marquée par la prise du pouvoir au niveau d'un État, les panafricanistes appliqueront la bonne gouvernance à l'intérieur, tout en négociant la création des États-Unis d'Afrique dans le cadre de leur diplomatie pendant la période transitoire. La bonne gouvernance qui sera appliquée à l'intérieur signifie une prise de décision, la meilleure possible en toute circonstance, avec le souci permanent d'assurer la revalorisation du capital humain afin que les populations entrent aux États-Unis d'Afrique avec un esprit nouveau dans un corps sain, en vue d'une grande épopée africaine au cours des siècles à venir.

2° L'étape internationale de la lutte

Quand il y aura des gouvernements panafricanistes à la tête d'un certain nombre d'États Africains, la deuxième étape de la Révolution panafricaniste se construira : le noyau des États-Unis d'Afrique sera fondé, constituant le socle auquel les autres États viendront adhérer au fur et à mesure qu'ils tomberont aux mains des panafricanistes. L'UA sera alors abandonnée au moins par les États fédérés des États-Unis d'Afrique. À titre de comparaison, les États-Unis d'Amérique ont commencé en 1789 avec 13 États ; aujourd'hui ils ont 50 États, et ce n'est pas fini, puisque Porto Rico a déjà fait l'objet d'un référendum au cours duquel il a été demandé aux populations si elles veulent que leur île devienne un État à part entière des États-Unis d'Amérique, au même titre que l'Archipel des Hawaii. A toutes les étapes, des révolutionnaires panafricanistes doivent être formés pour faire fonctionner correctement les nouvelles institutions qu'implique la double Révolution panafricaniste, d'abord dans les États, pendant la période transitoire qui va de la prise du pouvoir par les panafricanistes à la création des États-Unis d'Afrique, et ensuite au niveau du nouvel État fédéral, articulé avec les États fédérés.

Un nouveau type de femmes et d'hommes doit être initié à ces tâches qui s'annoncent exaltantes. L'heure des grands bâtisseurs a sonné. Qui dit formation, dit jeunesse. Le panafricanisme est l'affaire des jeunes, entendu qu'ils doivent être encadrés par des adultes, panafricanistes confirmés. L'OPA-Bf est le parti de l'avenir, celui qui va le mieux relever les défis du XXIe siècle. C'est le parti de la jeunesse. C'est des rangs de cette jeunesse que sortiront les grands bâtisseurs dont l'Afrique a besoin.

Malheureusement, la jeunesse africaine en général, et burkinabè en particulier, s'est accoutumée à la mal gouvernance entretenue par certains adultes. Cette mal gouvernance se traduit par le népotisme, la corruption, les détournements, la fraude, etc.

Les adultes ont failli à leur rôle d'éducateurs, démontrant l'incapacité des dirigeants africains de nous sortir du borbier dans lequel nous sommes plongés depuis les indépendances. « Osons inventer l'avenir » en donnant notre caution à l'OPA-BF qui se donne pour objectif de transformer radicalement le mental de cette jeunesse afin qu'elle se prenne en charge. Ce changement est indispensable car on ne bâtit pas une société prospère dans la facilité.

La Révolution panafricaniste va rencontrer beaucoup d'obstacles sur son chemin. Les États-Unis d'Afrique ont beaucoup d'ennemis. Mais, contrairement à ce qui vient tout de suite à l'esprit, ces ennemis ne sont pas hors d'Afrique ; ces ennemis sont des Africains, ceux qui tirent profit de la division et de la pauvreté de l'Afrique : ce sont les chefs d'État africains néocoloniaux et leurs cliques aux habitudes petite-bourgeoises, ces despotes obscurs qui pillent leur pays et déposent leur butin en Occident sous la forme d'immeubles ou de comptes bancaires qu'on dit numérotés.

La Révolution panafricaniste a donc besoin de révolutionnaires en grand nombre et de grande qualité pour faire sauter les bouchons néocoloniaux qui empêchent les Africains de traiter en partenaires sérieux et respectés avec l'Occident désormais disposé à considérer l'Afrique comme un continent majeur.

Les jeunes, véritables fers de lance de la Révolution panafricaniste, sont interpellés par le défi de la majorité politique de l'Afrique au XXI^e siècle. La nouvelle génération doit rompre avec cette attitude d'infériorité congénitale des Africains affichée par les despotes obscurs néocoloniaux, car elle a les moyens de réussir cette révolution.

V- Nous avons les moyens de réussir notre révolution

Certaines personnes, de bonne foi, veulent bien s'engager, mais sont réticentes parce qu'elles pensent que les moyens feront défaut. L'ampleur de la tâche les effraie.

En fait, les moyens existent ; les moyens humains, matériels et financiers existent ; tout simplement, ils sont cachés et éparpillés. Il nous suffit de faire l'effort de les découvrir et de les rassembler.

Tout au plus, cela nous prendra quelque temps ; mais peut-on raccourcir le temps ? Non ! Même Dieu, le Créateur, s'est imposé six jours pour créer la terre, dit la Bible ! Mettons-nous donc au travail. La réussite est au bout de l'effort. La tâche n'est pas au-dessus de nos forces ; nous sommes les descendants des pharaons qui ont bâti les pyramides d'Égypte.

Dénoncer le mal, c'est bien !

Guérir le mal, c'est mieux !

Le premier, et le plus important des moyens, c'est notre conviction que la victoire est à notre portée, même si nous ne réussissons pas tout de suite, même si nous devons essayer plusieurs revers. Rien de grand ne se fait sans échecs préalables qui permettent de rectifier le tir. « Oui, la force apparente des dominations de l'Afrique n'est, en bonne partie, que fille de notre propre faiblesse, de notre propre division, de notre propre manque de savoir-faire, de l'absence de notre propre détermination » écrit Godwin Tété, biographe de Marcus Aurelius Garvey.

Nous avons un excellent projet révolutionnaire ; nous avons un parti révolutionnaire, l'OPA-BF ; rassemblons-nous dans ce cadre, et la réussite est certaine ! S'Unir ! S'Organiser ! Agir ! Ou Périr !

L'Afrique doit renouer avec la tradition de ses grands hommes et femmes de l'envergure des Makeda, Zingha, Kimpa Vita, Nandi, Chaka Zulu, Solitude, Ndeté Yalla Mbodj, Yaa Asantewa, Abla Pokou, Seh Dong Hong-Beh, Samory Touré, Béhanzin, Kwame Nkrumah, Patrice Lumumba, Sékou Touré, Modibo Keita, Sylvanus Olympio, Mohamed V, Gamal Abdel Nasser, Jomo Kenyatta, Julius Nyerere, Amilcar Cabral, Samora Machel, Agostinho Neto, Nelson Mandela, Cheikh Anta Diop, Thomas SANKARA.

Le premier moyen est donc humain, c'est donc dire qu'il faut des révolutionnaires, des femmes et des hommes au caractère trempé ; sans cela les moyens matériels et financiers ne serviraient à rien, d'autant moins que ces moyens ne seraient pas rassemblés, ne pouvant l'être que par l'énergie humaine, et a fortiori utilisés correctement. Il faut donc beaucoup de révolutionnaires panafricanistes, sinon la Révolution panafricaniste n'aura pas lieu.

Chers Patriotes,

Pour soutenir la révolution panafricaniste, le moment de la décision est arrivé. Un révolutionnaire ne tergiverse pas quand il faut décider, et surtout agir. Il est temps de donner au « berceau de l'humanité » son mythe comme « souffle de civilisation ». Saint Augustin disait ne disait-il pas: « Décide-toi et, ce que tu veux, fais-le. »)

VI- Alors, si tu n'es pas révolutionnaire panafricain, deviens le !

Es-tu prêt à t'engager pour la cause de la Révolution panafricaniste ?

Alors, sache que si tu t'engages, tu vas beaucoup donner sans forcément espoir de recevoir quoi que ce soit en retour. Le révolutionnaire est celui qui travaille pour la postérité et non pour lui-même. C'est ce que fit Thomas Sankara, qui a travaillé pour nous et non pour lui-même.

Un révolutionnaire est un être qui a fait le don de sa personne à la cause de la Révolution, qui s'engage sans faire de calcul, qui est prêt à mourir pour le triomphe de la Révolution.

L'Afrique ne manque pas de femmes et d'hommes de très grande qualité. Leur défaut d'engagement a déjà été souligné plus haut. Et c'est pour cela que notre Continent gît au bas de l'échelle de l'histoire. L'Afrique ne se redressera pas s'il ne se lève des femmes et des hommes aux vastes desseins, décidés contre vents et marées à hisser le Continent au rang des plus grands.

Si tu es jeune, le défi qui t'interpelle, c'est de prouver que les Africains sont capables de grandes choses, en t'engageant dans la noble Révolution panafricaniste. Tu dois démontrer que l'Afrique n'est pas vouée au tribalisme encouragé par ses petits potentats afin de diviser pour régner.

De la même manière qu'au moment de la traite négrière, les gouvernements barbares esclavagistes d'Europe composaient avec des chefs de clans, complices volontaires ou forcés africains, il faut signaler avec force que les mêmes puissances esclavagistes négrières d'hier, sont en train de piller et de tuer nos populations aujourd'hui en se servant de la complicité de ces nouveaux africains dictateurs génocidaires des pouvoirs néocoloniaux que l'Occident a installés pour continuer son crime de pillage et de marginalisation de l'Afrique sous couvert d'une démocratie aux élections truquées et ensanglantées.

C'est à vous d'unir l'Afrique pour en faire une grande puissance.

Terminons par les écrits ci-dessous de Marcus Aurelius Garvey, l'un des plus grands inspirateurs de l'illustre Kwame Nkrumah dont l'OPA-BF reprend le rêve panafricaniste à son compte, à cette différence près que l'OPA est plus proche du modèle américain, tandis que Nkrumah pensait au modèle de l'ex-URSS : « J'ai une vision du futur : je vois devant moi l'Afrique rendue à elle-même, avec ses villes sans nombre, sa belle civilisation, ses millions d'enfants heureux évoluant librement. Pourquoi devrais-je me décourager ? Pourquoi devrais-je abandonner et prendre une position de recul dans ce siècle où tout va de l'avant ? Souvenez-vous que vous êtes des hommes, que Dieu a fait de vous les Seigneurs de la Création. Élevez-vous puisque vous êtes des humains, sortez de l'ornière, et laissez vos espoirs vous emmener jusqu'aux étoiles ; oui, élevez-vous aussi haut que les étoiles elles-mêmes ! Ne permettez à aucun être humain de vous retenir ; que personne ne détruise votre ambition ; car l'homme n'est pour vous qu'un compagnon, un égal ; l'homme est votre frère et non votre seigneur et maître ! »

L'heure du « On va faire comment ? » est révolue. L'heure est à la résolution, à la détermination, au refus de la fatalité, à l'action ; car, un esclave qui accepte son esclavage est doublement esclave : mentalement et physiquement ; il a renié sa qualité d'être humain et il a renoncé à la liberté. Le Rêve est permis, pourvu que nous ayons la foi. Martin Luther King Jr. fit un célèbre Rêve, aujourd'hui devenu réalité. Nous aussi, rêvons aujourd'hui, afin que demain les États-Unis d'Afrique soient une réalité. Deviens révolutionnaire

panafricaniste!

A présent, si tu ne te sens pas à la hauteur de la tâche de la Révolution panafricaniste, tu dois désormais te taire, car gémir, contester ou protester ne sert à rien ! Seule l'action paye !

Telle est la profession de foi de l'Organisation des Peuples Africains :

« Le Burkina ma fierté, l'Afrique ma force ! »

VIVE LA RÉVOLUTION PANAFRICANISTE!

VIVE LES ÉTATS-UNIS D'AFRIQUE !

Fait à Ouagadougou, le 11 février 2018

Le Président

Me FARAMA Segui Ambroise

Le rapporteur

KABORE Roger